

La guerre est plus facile à faire que la paix

par Jean-Marie MULLER (*)

La puissance destructrice écrasante des bombardements américains sur l'Afghanistan a donc précipité la défaite des talibans. Dès lors, ceux qui ont manifesté leur opposition à la guerre des États-Unis se trouveraient confondus par la réalité des faits qui prouverait le bien-fondé de la politique mise en œuvre par le président américain. Et l'accusation de "pacifisme" est revenue par laquelle ceux qui ne croient pas que la guerre soit la bonne méthode pour construire la paix se sont vus traités de traîtres et de parjures. Hier, les prétendus "pacifistes" étaient accusés de faire le jeu du communisme, aujourd'hui ils sont accusés de se faire complices du fondamentalisme islamique. L'accusation est aussi fausse, aussi fourbe, aussi déloyale qu'hier. Ainsi les chantres de l'idéologie dominante voudraient exercer à l'encontre des citoyens un véritable chantage qui les mette en demeure de choisir entre le terrorisme et la guerre. Au nom de la pensée unique, ils voudraient nous enfermer dans le dilemme suivant : ou nous justifions la guerre, ou nous justifions le terrorisme. L'argument voudrait être sans réplique : les États-Unis font la guerre contre le terrorisme, donc contester la guerre, c'est approuver le terrorisme. Il nous faut appeler ce discours par son nom : c'est de la propagande. Toute guerre engendre une propagande dont la fonction est de déguiser la violence des moyens en exaltant sa fin. Aujourd'hui comme d'habitude, il ne s'agirait que de faire triompher le bien, la morale, la justice, la liberté, la démocratie, la civilisation. Aujourd'hui comme d'habitude, il s'agit de refuser de se laisser abuser par la propagande de la guerre.

Les réalistes nous somment de leur dire quelle "autre solution" que la guerre nous proposons. Mais l'illusion des réalistes est précisément de croire que la guerre est une solution. Et non seulement la guerre n'est pas une solution, mais elle interdit la recherche d'une véritable solution. La première condition pour espérer trouver une véritable solution, aurait été de renoncer à l'illusion que la guerre est une solution. Mais il était certainement inéluctable que les États-Unis réagissent aux attentats du 11 septembre en recourant aux armes destructrices de la violence. Ce faisant, ils n'ont fait que suivre les instincts primaires, archaïques, d'une puissance blessée qui entend se venger de l'affront reçu par une opération punitive. Faire preuve de civilisation aurait été de maîtriser et de dépasser ces instincts. Cependant, attendre des dirigeants américains qu'ils fassent preuve de retenue, de prudence, de sagesse, c'est-à-dire d'intelligence était manifestement "trop leur demander". Il leur fallait frapper vite et fort. Aujourd'hui, pour une large part, l'irréparable a été commis et les conséquences de la guerre compromettent gravement la recherche d'une "autre solution".

Après les attentats du 11 septembre, la question était de savoir quel serait le message politique fort que la communauté internationale serait en mesure d'adresser aux opinions publiques des pays à majorité musulmane afin de témoigner de sa détermination à faire prévaloir, contre toutes les dérives destructrices et meurtrières de la violence, les valeurs du droit, de la démocratie et de la civilisation. Or, le message contenu dans les bombes à fragmentation lancées sur l'Afghanistan est radicalement contradictoire avec ces valeurs. Le terrorisme est ignoble parce qu'il bafoue les exigences morales qui fondent le respect de la vie humaine. Vaincre le terrorisme, c'est agir avec la plus grande prudence en veillant à ne pas renier soi-même ces exigences. Or, on peut douter que ce soient véritablement des considérations d'ordre moral qui ont conduit les dirigeants américains à faire la guerre en Afghanistan. Derrière la rhétorique affichée par George Bush qui tend à faire croire qu'il n'a d'autre visée que de défendre la liberté et la paix dans le monde, nous savons tous qu'il y a la volonté de défendre les intérêts de grande puissance de l'État américain.

Certes, les sociétés démocratiques ont non seulement le droit, mais elles ont le devoir de se défendre contre le terrorisme. Cependant, une fois reconnu ce droit et ce devoir de légitime défense, la vraie question est de savoir quels sont les moyens légitimes et efficaces de cette défense. L'erreur décisive faite par les États-Unis, c'est d'avoir, dès le début, privilégié une gestion militaire de la crise au détriment d'une gestion politique. Les dirigeants américains ont-ils sérieusement évalué l'importance démesurée des coûts politiques qu'ils devraient payer pour remporter la victoire militaire contre les talibans ? Les Occidentaux ne semblent pas avoir compris que leurs meilleurs alliés dans la lutte contre le terrorisme

islamique, ce sont les femmes et les hommes qui, au sein même des sociétés où l'islam est la religion dominante, prennent le risque de lutter pour faire prévaloir les valeurs universelles de la civilisation et de la démocratie. Leur situation était déjà inconfortable, mais après les bombardements américains en terre musulmane, elle va devenir intenable car ils vont être sans cesse accusés d'être à la solde de l'Occident. Et n'est-il pas largement illusoire de croire qu'une fois Ben Laden arrêté ou tué, les réseaux terroristes seront durablement affaiblis ? Son image de martyr de la cause sacrée de l'islam ne va-t-elle pas se graver dans l'imaginaire de larges secteurs des populations musulmanes ?

L'un des principes fondamentaux de l'État de droit est que nul ne doit ni ne peut se rendre justice lui-même, sinon, c'est donner libre cours à la vengeance. Ce principe vaut également pour le droit international. Il revenait donc aux Nations Unies, et non aux États-Unis, de décider quels devaient être les moyens à mettre en œuvre pour lutter contre le terrorisme. La Charte des Nations Unies précise que leur but est de "réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de justice de droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix". Seule l'action des Nations Unies était en mesure de mettre en œuvre des solutions durables pour un nouvel ordre international. Au demeurant, si "les mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée" sont "inadéquates" ou se sont révélées telles, la Charte n'exclut pas "l'emploi de la force armée" (articles 42 et 46), mais c'est au Conseil de sécurité qu'il revient de définir les modalités de cet emploi. Au lieu de cela, dès le 12 septembre, le Conseil de Sécurité s'est défaussé de ses responsabilités en reconnaissant aux États-Unis le "droit inhérent à la légitime défense", c'est-à-dire le droit de mener sa propre guerre comme ils l'entendaient.

Certes, nul démocrate ne saurait regretter la fin de la domination obscurantiste et brutale exercée cinq années durant par les talibans sur les Afghans. Au demeurant, dès le commencement des bombardements, quoi que certains aient pu en dire, il était acquis que la puissance de destruction des missiles américains finirait bien par vaincre les talibans et permettre aux différentes factions armées qui leur étaient opposées de reconquérir le terrain qu'elles avaient perdu. Mais que signifie la défaite des talibans au regard de l'enjeu de la lutte contre le terrorisme ? Cette défaite constitue-t-elle une grande victoire de la démocratie ? La violence des bombardements américains a-t-elle fait prévaloir les valeurs supérieures de la civilisation contre les forces du mal ? Rien n'est moins sûr et on peut raisonnablement en douter. Sommes-nous précisément informés de l'importance de tous les "dommages collatéraux" occasionnés par cette guerre ? En réalité nous ne recevons que des informations sélectionnées. Nous ne savons rien du nombre de morts au sein des populations civiles, ni du nombre de tués parmi les combattants. Les dirigeants américains ont affirmé sans précaution leur volonté de "tuer le plus possible" de talibans (selon les termes du secrétaire adjoint à la défense, Paul Wolfowitz), et de tels propos expriment clairement, fut-ce de manière inconsciente, un désir de vengeance et non une volonté de justice. Cependant, nous ignorons dans quelle mesure ils ont réussi dans leur entreprise. Nous ne savons pas non plus l'importance de la catastrophe humanitaire amplifiée et aggravée par la guerre. En outre, en dépit des accords de Bonn, quelles garanties avons-nous que la situation politique qui va prévaloir en Afghanistan satisfera aux exigences de l'État de droit ? Il est fort à craindre que cette guerre inaugure une fuite en avant dans la logique de la violence et que, tout bien considéré, la défaite des talibans ne soit qu'un bénéfice collatéral. La guerre est plus facile à faire que la paix. Combattre le terrorisme, c'est agir sur ses causes, c'est-à-dire éradiquer l'injustice. Ce n'est pas avec des missiles et des bombes que l'on peut supprimer les causes du terrorisme. L'illusion - mais il est peut-être vain de vouloir en détromper ceux qui la partagent... - c'est de croire qu'il est possible de construire un nouvel ordre international par la violence des armes. Le vecteur principal du terrorisme, c'est l'idéologie de la violence qui justifie le meurtre. Défendre la civilisation, c'est d'abord refuser de se laisser contaminer par cette idéologie.

Si nous contestons la guerre, ce n'est pas parce que nous sommes prêts à nous accommoder du terrorisme, mais parce que nous pensons qu'elle n'est pas en mesure d'éradiquer le terrorisme. Est-ce faire preuve d'un anti-américanisme primaire de craindre que la politique militaire des États-Unis vienne élargir l'assise populaire du fondamentalisme islamique dans les pays à majorité musulmane ? Est-ce inconsidéré de craindre que les frappes aériennes sur l'Afghanistan aient pour conséquence de fertiliser le terreau dans

lequel le terrorisme s'enracine ? Est-ce insensé de penser que les bombardements de l'Afghanistan, avec tous leurs dommages collatéraux, auront pour conséquence l'élargissement et l'approfondissement de la fracture entre les peuples d'Occident et les peuples d'Orient ? Est-ce faire preuve de naïveté de rappeler que, pour défendre les valeurs de la démocratie contre ceux qui les nient, il importe d'abord de choisir des moyens qui n'impliquent pas par eux-mêmes la négation de ces valeurs ?

"Nous en sommes aux débuts de nos efforts en Afghanistan, affirmait le 6 novembre George Bush, et l'Afghanistan constitue le début de nos efforts dans le monde." Or, aux dires mêmes du président américain, le réseau terroriste animé par Ben Laden "exerce ses activités dans une soixantaine de pays". "Nous n'aurons de cesse, insiste le président américain, que l'on n'ait trouvé les groupements terroristes dont l'action est mondiale, que l'on n'ait mis un terme à leurs activités et qu'on ne les ait menés à la défaite." Faut-il comprendre que les États-Unis se préparent à agir vis-à-vis de ces autres pays comme ils ont agi en Afghanistan ?

En outre, on doit nourrir les plus graves inquiétudes à propos du sort réservé aux communautés chrétiennes vivant dans les pays à majorité musulmane, notamment au Pakistan, en Égypte et en Indonésie, alors que George Bush a réquisitionné le Dieu chrétien dans sa croisade contre le mal. Là encore, il est à craindre que nous n'ayons pas beaucoup d'images qui nous informent de la situation de ces communautés menacées quotidiennement de persécution.

La guerre déclenchée par les États-Unis contre le terrorisme a marqué de son empreinte toute la vie internationale. Qui se soucie encore des tragédies de Tchétchénie et du Tibet depuis que les présidents russe et chinois ont intégré la coalition américaine pour défendre les valeurs de la démocratie ? Et que va-t-il advenir de la tragédie irakienne qui a déjà fait des centaines de milliers de victimes au sein de la population civile ? Quant à la tragédie israélo-palestinienne, tout semble se passer comme si Ariel Sharon se comportait vis-à-vis de Yasser Arafat comme George Bush s'est comporté vis-à-vis d'Oussama Ben Laden. Il en résulte un engrenage suicidaire de la violence qui rend impossible toute solution politique. Est-il inconvenant de se demander si la destruction des immeubles de l'Autorité palestinienne par les avions israéliens ne participent pas à la logique du terrorisme ? Par ailleurs, pour bons et loyaux services dans la lutte contre le terrorisme, les despotismes arabes se voient accorder un brevet de démocratie et se trouvent ainsi confortés.

L'urgence maintenant c'est que les Nations Unies prennent des initiatives diplomatiques fortes pour créer une dynamique de paix au Proche et au Moyen-Orient qui vise à construire les fondements d'une sécurité commune pour les peuples de la région. Il importe absolument que la crise irakienne et le conflit israélo-palestinien sortent de l'impasse où ils se trouvent actuellement. Il est urgent d'inventer d'autres stratégies que celles de la guerre pour réguler les inévitables conflits qui constituent la trame de notre histoire. Il est urgent qu'une nouvelle coalition s'organise et fasse montre de la même détermination pour construire la paix que celle manifestée par la coalition américaine pour faire la guerre. Sans quoi, la fièvre mortelle et contagieuse de la violence risquera fort de s'étendre au monde entier.

Jean-Marie MULLER

Le 13 décembre 2001

(*) Porte-parole national du Mouvement pour une Alternative Non-violente
(MAN, 114 rue de Vaugirard, 75006 - PARIS).